

Face à l'aggravation de la pandémie en Tunisie : du bon usage du confinement

Dr Abdelwahed El Abassi

Avec le rebond soutenu de la pandémie depuis le début du mois de janvier 2021, en Tunisie, de nombreuses voix appellent à recourir au confinement général (CG) alors que les mesures préventives décidées sont loin d'être respectées.

Or, chez nous, quand on parle de CG, le travail ainsi que la scolarité des enfants sont les premières cibles touchées.

Notre questionnement concerne le CG dans tout le pays et pas celui limité dans le temps et dans l'espace. Ce dernier est plus destiné à freiner les mouvements vers et en dehors des zones à forte transmission. Il ne concerne pas non plus la recommandation de limiter les mouvements, les contacts et les regroupements. Ces derniers font partie intégrante des mesures de contrôle.

Commençons par nous demander quel contenu donner à ce Confinement Général. L'éventail est tellement large. Au printemps passé, nous avons appliqué une quasi-hibernation de la vie sociale et économique. Durant cette deuxième vague le travail direct ou à distance ainsi que la scolarité sont généralement maintenus dans les pays qui ont confiné. Et qui ont pour la plupart demandé de limiter la mobilité et les contacts aux seules activités essentielles (travail, courses, marche...).

Des questions souvent occultées

- Quelles sont les données probantes montrant une efficacité du CG non confondue avec les mesures spécifiques qui lui sont associées (gestes barrières, dépistage, isolement des cas et confinement des contacts...) et qui ne sont pas basées sur des simulations théoriques, certes intéressantes, mais hypothétiques ?
- Un confinement général de deux ou trois semaines, sans avoir fait le nécessaire pour le respect et le renforcement des mesures de prévention et de contrôle connues pour leur efficacité, va-t-il régler le problème ?
- Au stade actuel de la circulation communautaire du virus, le CG empêchera-t-il le virus de poursuivre sa transmission au sein des familles confinées en profitant de la proximité et du peu ou pas de respect des gestes barrières dans les foyers ?
- Que ferons-nous au bout de ces deux ou trois semaines ? Ajouter une extension ? Jusqu'à quand ?
- Nous sommes sur un plateau irrégulier d'incidence, qui connaît un rebond important et pourrait en connaître d'autres au moins jusqu'au printemps. Est-ce qu'on va refaire un confinement général de deux ou trois semaines à chaque rebond important ?
- Dans une approche de santé publique a-t-on mis en balance les conséquences graves du confinement général sur la santé et ses déterminants, en particulier sur la survie de larges franges de la population et sur l'éducation des enfants ?
- Ne pas le faire explicitement et en toute transparence ne relève-t-il pas au mieux d'un biais involontaire et au pire d'une méprise éthique et politique au sens noble de ce dernier mot ?

- L'Etat et le pays ont-ils les moyens nécessaires pour compenser les conséquences économiques et sociales d'un CG ?
- Va-t-on occulter les réponses à ces questions et suggérer de continuer à hypothéquer l'avenir et la souveraineté du pays par le recours aux crédits ?
- N'y a pas d'autres options permettant de freiner la progression de la pandémie et d'en atténuer les effets ?

On peut faire autrement

- Ceci passe nécessairement par un plus grand respect et une montée en puissance avec les mesures barrières et une réactivité renforcée du système de santé pour le contrôle de la pandémie.
- Faire de sorte que le respect des mesures barrières devienne l'affaire de toutes les parties et pas seulement celle du gouvernement et de sa police en impliquant les communes et la société civile.
- Trouver la communication adéquate pour expliquer que les mesures barrières doivent être respectées dans la durée et poursuivies même après le démarrage de la vaccination durant au moins une année.
- Limiter les mouvements aux seules activités essentielles
- Redoubler les efforts et faire preuve d'imagination pour mieux protéger les plus vulnérables face aux complications de la Covid-19 (personnes âgées et ou avec certaines comorbidités). Moins elles sont exposées au risque d'infection, plus seront réduites les formes graves et la mortalité attribuée à cette maladie.
- Renforcer l'habilitation et l'implication de la première ligne du système de santé, publique et privée dans le contrôle de la pandémie et la prise en charge précoce des patients. Une approche qui pourraient et peuvent encore diminuer la pression sur les services de réanimation des hôpitaux d'autant plus que c'est en amont qu'on peut mieux et plus sauver des vies.

La peur du SRAS CoV 2 est légitime. Elle exige de faire les meilleurs ou les moins mauvais choix stratégiques compte tenu de notre contexte, sanitaire, social, économique et géographique, et de l'évolution des connaissances sur ce virus et des moyens pour le contrôler.

Ceci est possible quand la lucidité gagne contre la contagion de la panique et quand une communication responsable et transparente explique les différentes facettes de la crise sanitaire liées à la Covid-19. Et que chaque partie assure sa part de responsabilité et que l'on sorte cette crise du champ des querelles politiciennes.